

La liberté de fermer sa gueule ?

Tribune – Edito – Ndimby A. – 02/01/12

La dernière semaine de 2011 a été marquée par une tension assez vive au niveau des médias. Franck Ramarosona, le directeur de publication du Courrier de Madagascar a été convoqué pour être auditionné par la gendarmerie. Le Ministère de la communication a envoyé une lettre de mise en demeure à la chaîne TV Plus, et Onitiana Realy, sa directrice de publication, a été sommée de présenter des excuses publiques pour avoir osé émettre des commentaires sur les vacances du Grand Hâtif. À ceci s'ajoute un long communiqué du Ministre de la communication sous forme de leçon de journalisme, et qui a listé le mercredi 28 décembre un certain nombre de critiques contre plusieurs médias.

Me permettrai-je, avec une sincère humilité, de rappeler quelques mots de l'éditorial du [26 décembre 2011](#) : « *La tendance à l'intimidation et à la répression est donc une méthode hâtive. À part l'opposition et les citoyens qui refusent la dictature de la pensée unique, la presse sera aussi au centre des intérêts des staliniens de service* ». Ces phrases avaient été écrites quelques jours après que les bidasses se soient permis de menacer la presse. Certains tenteront de noyer le poisson et dire que ce ne sont pas les dérapages de quelques extrémistes qui représentent le plus important sujet en ce début d'année, mais l'organisation des élections. Ces compatriotes à l'optimisme à toute épreuve penseraient donc encore et sans rire que *ces gens-là* ont la volonté et la capacité d'organiser des élections propres ?

À ceux qui auraient la mémoire courte ou sélective, rappelons que le prétexte officiel utilisé par Andry Rajoelina pour enclencher le processus de son coup d'État était la fermeture de sa chaîne de télévision Viva-TV. Et rappelons également que ses premiers chevaux de bataille concernaient la liberté d'expression et celle des médias : réouverture de Viva-TV et des autres stations fermées par le régime Ravalomanana ; accès régulier de l'opposition à l'audiovisuel public ; liberté de contestation symbolisée par l'inauguration de la Place de la démocratie à Ambohitato. Entre parenthèses, l'accès des opposants à l'audiovisuel public est le refrain de toutes les crises. Au plus fort de la crise de 2002, une délégation de partisans de Ravalomanana déposa au siège de la TV nationale une lettre de revendication dans ce sens, sous la conduite d'un certain... Ratsirahonana.

Démocratie *made in* Behoririka ?

Faisons un bref bilan. De l'avis de Reporters sans frontières, le régime Rajoelina est [un grand champion de la fermeture de médias](#) et de l'emprisonnement de journalistes. D'ailleurs, les prétextes fallacieux utilisés impressionnent quant à la fertilité de l'imagination créative de leurs auteurs. En outre, depuis le coup d'État de mars 2009 jusqu'à présent, l'opposition n'a toujours pas un accès régulier à l'audiovisuel public. Enfin, l'inauguration de la Place de la démocratie en janvier 2009 ne s'est révélée être qu'une gigantesque farce. Quand le singe imite l'homme ; quand un DJ se targue d'imiter le fameux Speaker's corner de Hyde Park à Londres ; ou quand un chinois tente de vous vendre une paire de faux *Ray Ban*, on s'aperçoit bien vite de la mauvaise qualité de la contrefaçon par rapport à l'original. Démocratie *made in* Behoririka ?

Par conséquent, la liberté des médias et celle d'expression qui ont été utilisées par les ténors de la Révolution orange pour séduire les naïfs et les niais se sont révélées n'être que des attrape-nigauds. Du moins pour ceux qui y ont cru. Les rodomontades du Ministre de la communication pour se positionner en donneur de leçons et en faiseur de morale à l'endroit de la presse en font rire plus d'un, à commencer par votre serviteur. Sans doute une des plus belles réponses qui lui ont été données est l'article objectif mais cinglant de Tananews.com, sous le titre « [Êtes-vous en mesure de donner des leçons ?](#) ». Quant aux bisbilles du Sieur Rolly Mercia avec Onitiana Realy, brillante diplômée de journalisme (ce que l'autre protagoniste n'est pas), les qualités professionnelles et la notoriété de la directrice de la publication de TV Plus se suffisent à elles-mêmes pour se faire une opinion sur ce conflit. Pour mieux connaître notre glorieux Ministre de la communication, il faut lire l'article qui lui est consacré à la page 7 du rapport de [Reporters sans frontières \(RSF\) au sujet de Madagascar](#). Je vous le promets : ça vaut le détour.

On se souviendra par ailleurs que les incendies et les pillages de la Radio nationale, de la TV nationale, de MBS-Radio et de MBS-TV en 2009 ont eu lieu à proximité immédiate de rassemblements d'une foule de pro-Rajoelina. Nous ne nous hasarderons pas à tracer dans ces colonnes de relation de cause à effet, mais chacun sera libre de penser ce qu'il veut. Ceux dont la cervelle a la taille de celle d'une écrevisse auront le droit de prétendre que la proximité de ces événements n'est juste que le fruit d'un malheureux hasard

géographique. Mais au nom de la liberté de pensée, d'autres pourront aussi avoir le droit de considérer le cas contraire.

Chez tous les régimes totalitaires, qu'ils soient apprentis ou confirmés, la volonté d'intimider et de museler la presse est un signe de nervosité qui caractérise une atmosphère de fin de régime. Le contrôle des médias devient donc un impératif stratégique, afin qu'ils se contentent de chanter les louanges du régime, et surtout éviter de parler des sujets qui risquent de détériorer son image. Rappelons ce qu'est la propagande : devant un verre à moitié vide, dire qu'il est rempli à ras-bord ; et devant un verre entièrement vide, assurer qu'il est à moitié plein. Quant à ceux qui se hasarderont à dire qu'il est peut-être un peu vide, les menacer de punition. Voici donc les messages qui risquent maintenant d'être les seuls acceptables, sous peine d'accusations de diffamation ou de bombes artisanales : tout va bien ; le leader bien-aimé Rajoelina est le fils du Soleil ; il n'a jamais fait de coup d'État, mais a été poussé au pouvoir à la demande du peuple (de préférence, des millions de malgaches rassemblés sur la Place du 13 mai) ; et le bilan économique de la transition place Madagascar aux portes du G20. Autrement dit, du journalisme à la sauce nord-coréenne.

Après les rappels à l'ordre et les leçons de professionnalisme, les staliniens risquent bientôt de passer à l'étage supérieur dans l'arsenal de l'intimidation et de la répression. Quand on n'a plus la capacité de convaincre par la force des arguments, on se rabat toujours sur l'argument de la force, que ce soit celle des bidasses ou des gros bras, ou bien encore celle des arguments tirés du Code Pénal et manipulés au bénéfice des tenants du pouvoir. Autrement dit, contre les journalistes qui refusent de s'aligner sur la pensée unique et à la mode. Les « incitations à la haine » ou à « la défiance contre le gouvernement », « la propagation de fausses nouvelles », « la diffamation publique » sont autant d'artifices sur lesquels la justice, dans toute la splendeur de son indépendance et de son professionnalisme, a fermé les yeux quand les chroniqueurs de Radio-Viva faisaient des leurs depuis janvier 2009. Et ne parlons même pas de certains articles rappelés fort opportunément par la rédaction de Tananews.com et certains forumistes sur leur article cité ci-dessus.

Seront donc désormais menacés de punition les journalistes qui ne diront pas la vérité. Mais il faudrait d'abord arriver à définir ce qu'est la vérité sur des sujets à forte valeur polémique : seuls des staliniens auront la prétention de faire du dogmatisme journalistique dans une crise politique. En passant, rappelons que la vérité se dit en russe *la pravda*, qui est le nom d'un journal de propagande et de mensonges éhontés du temps de l'Union soviétique. Sur le principe, sanctionner des médias en cas d'articles répréhensibles est tout à fait acceptable dans le sens d'une professionnalisation de la presse. Mais cela ne sera acceptable qu'à trois conditions : *primo*, que la loi soit la même pour tous, y compris les journalistes inféodés au régime hâtif qui font des diffamations et des délits de presse ; *secundo*, que la justice se réveille après le meurtre du magistrat Rehavana sur la qualité de ce régime, et refuse enfin de continuer à se faire le bras répressif contre les opposants et la presse avec des prétextes tirés par les cheveux ; et *tertio*, que ceux à qui est confié le noble combat de l'assainissement de la presse malgache soient des personnes crédibles. En attendant, depuis l'éditorial « [Médias médiocres](#) » (mai 2010), pas grand-chose n'a changé, sauf en pire. Et au fait, qu'en est-il de ce fameux code de la communication ?

Enfin, il serait enfin utile que le Premier ministre Omer Beriziky souligne qu'il est le Chef du gouvernement, et rappelle à l'ordre avec force et vigueur certains membres de son équipe. Car certains ministres, sous prétexte d'être les stars inamovibles de l'écurie du DJ, se croient être intouchables et invulnérables dans la grandeur de leur mesquinerie. Cette revanche des médiocres sur la vie nous donne l'occasion de nous remémorer la sagesse des paroles de cette chanson de Mahaleo :

« Tao an-tsekoly, izaho no Gisitra,
Matetika faran'ny lisitra,
Faniriako 'nefa, ny ho lasa Minisitra ;
Ka i Bado sy Dondrona no ataoko Direkitera,
'KalaSoa, Sekretera Paritikiliera,
Ireo Mahay, raha azoko, ataoko Saofera ».

Pour être un ministre plus ou moins acceptable, il ne faut pas avoir une mentalité de parvenu et posséder un minimum de classe pour être digne de la République qu'on prétend servir. Mais tout comme l'habit ne fait pas le moine, la Toyota Camry (ou la 4x4 de luxe) n'a jamais fait le ministre. En effet, le microcosme antananarivien est si petit que tout le monde se connaît, et depuis longtemps. Certains feraient donc bien d'éviter de se faire le porte-flambeau inapproprié des normes du professionnalisme et des valeurs journalistiques, car venant d'eux, certaines leçons de journalisme sentent plutôt le poisson d'avril, mais de l'année précédente. Autrement dit, avarié.

P.-S.

Ces colonnes m'ont formé à dire ce que je pense et à penser ce que je dis. Et ce que je pense en ce début d'année, c'est que 2012 risque d'être une année encore pire que les précédentes. Aussi, vous donner du « bonne année » dans le contexte malgache actuel ne pourrait de ma part relever que du vœu pieu, d'une tradition du bout des lèvres, voire d'une hypocrisie institutionnalisée. On ne pourra voir d'embellie tant que Madagascar continuera à subir ceux qui ont prostitué l'intérêt supérieur de la Nation pour celui de leur Ration. Par conséquent de [janvier 2010](#) à janvier 2012, en passant par [janvier 2011](#), comme disaient les latins, *nihil novi sub sole* : rien de nouveau sous le soleil. Mais bon, rien n'est perdu et on pourra se consoler. Car si 2012 s'avère être vraiment comme je le prévois une année de m... , on pourra au moins trouver un usage hygiénique à une certaine feuille.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-liberte-de-fermer-sa-queue,16894.html>